

Bulletin européen

TRIBUNE LIBRE FONDÉE EN 1950 PAR J. CONSTANTIN DRAGAN

LES JEUNES EUROPEENS

de Roberto Cestelli

Pendant la période mars-avril 1982, il a été effectué, sur demande de la Direction Générale des Informations de la CEE, un sondage très intéressant parmi les jeunes âgés de 15 à 24 ans dans les dix pays de la Communauté.

Cette enquête a été menée par dix instituts spécialisés, membres de l'European Omnibus Survey et les interviews ont été réalisées à domicile par des intervieweurs professionnels.

Les résultats de cette enquête, publiés par la Commission des Communautés Européennes, offrent un tableau intéressant des jeunes générations européennes et mettent en

lumière leurs conditions de vie, leur moral et leurs problèmes, leur perception du monde, leurs intérêts, leur confiance dans les autres peuples, leurs espoirs, leurs craintes, leurs attentes pour l'avenir, leurs grands choix dans les domaines religieux et politique, leurs attitudes vis-à-vis de la démocratie, leurs idées quant à l'Europe et aux problèmes européens.

Cette enquête a été réalisée dans le but constant de mieux comprendre les jeunes Européens et leurs problèmes en vue de l'*Année Internationale de la Jeunesse* prévue pour 1985.

LA JEUNESSE: UNE PERIODE DE METAMORPHOSE

Les êtres humaines et, en particulier, ceux qui font partie comme les Européens de la Communauté, de pays d'un niveau de civilisation plus élevé, traversent, entre 15 et 24 ans, une période tout à fait particulière pendant laquelle leurs conditions de vie subissent une transformation radicale; c'est-à-dire le passage de l'état d'enfant à celui d'adulte. Un phénomène pour lequel l'utilisation du terme *métamorphose* ne doit paraître ni inexacte ni exagérée, si l'on considère tous les changements profonds et uniques qui se produisent en si peu d'années

dans la vie humaine occidentale.

D'une vie protégée passée avec les parents et faite d'insouciance matérielle et d'études, on passe à une vie active, indépendante ou à deux, avec les problèmes économiques que cela implique et les responsabilités dérivant de la procréation qui suit naturellement la vie du couple.

Une transformation aussi complète et même brutale de l'existence ne se produit pendant aucune autre période de la vie.

Cette métamorphose atteint son point culminant avec l'abandon de la coquille pro-

tectrice qui a caractérisé l'enfance et la jeunesse; elle coïncide avec la fin des études, l'éloignement des parents et l'impact avec les événements externes: le travail, l'amour, la

nécessité de satisfaire, par ses propres forces et par ses propres moyens, à tout besoin; bref, avec l'intégration dans une vie autonome.

BONHEUR ET SOUCIS

Il ressort, de cette enquête, que les jeunes Européens vivent cette période de transformation dans un état d'âme particulièrement heureux.

Malgré la rapidité et l'importance de l'évolution de leurs conditions de vie, leur moral reste bon, bien que les éléments fondamentaux de celui-ci se modifient.

Alors qu'au début de la jeunesse (15-16 ans) la satisfaction pour la vie que l'on mène dépend surtout de la qualité des rapports avec les parents, vers la fin de la période examinée (23-24 ans) l'amour, les projets personnels pour l'avenir et les perspectives de travail ont une influence de plus en plus grande sur le moral. L'indépendance vers laquelle on s'oriente, pendant cette métamorphose de jeunesse, n'est pas seulement matérielle, mais aussi psychologique: l'homme apprend à subvenir à ses besoins: et à décider tout seul.

Il ressort également, de cette enquête, qu'une des principales craintes des jeunes Européens est celle de ne pas trouver un emploi, surtout un emploi correspondant à

leurs propres exigences et au diplôme obtenu ou qu'ils sont en train d'obtenir.

Cette enquête ne fait cependant pas ressortir - et c'est là un défaut d'élaboration de ce sondage que nous devons relever - si les jeunes Européens, lors du choix du type d'études ou de travail, tiennent compte de la demande potentielle de qualification que le marché du travail exprimera au moment où ils seront ainsi prêts à présenter, à ce marché, leur offre de prestation.

Soit dit en passant et en dehors du contexte de l'analyse de cette enquête, nous souhaitons que la Commission des Communautés Européennes s'occupe, en vue justement de l'*Année Internationale de la Jeunesse* prévue pour 1985, aussi bien d'insérer dans cette enquête cet élément important qui manque, à notre avis, que d'étudier le marché du travail au cours des dix prochaines années; ceci pour donner aux jeunes une vision claire et rapide des possibilités quantitatives et qualitatives d'intégration que chaque secteur d'activité offrira aux nouvelles générations.

L'OUVERTURE SUR LE MONDE

Bien que les jeunes subissent cette métamorphose profonde, ils ne semblent pas se préoccuper uniquement d'eux-mêmes.

Il existe des moments cruciaux pendant lesquels certains problèmes personnels centralisent tout intérêt: c'est le moment du choix et surtout du début de la carrière professionnelle ou bien le moment décisionnel de la vie conjugale.

Mais au-delà de ces cas spécifiques, leur choix d'intérêts s'adresse surtout au sport, en ce qui concerne les hommes, et aux arts et spectacles, en ce qui concerne les femmes.

Suivent, à des distances moyennes décroissantes, l'intérêt pour les problèmes de la société, pour la protection de la nature et pour l'écologie, pour les sciences et la technologie.

Les problèmes du tiers monde et la politique nationale et internationale sont moins ressentis. Au-delà des différences culturelles, sociales ou nationales, cette diversité d'intérêts crée une nette distinction entre les jeunes qui sont beaucoup moins politisés que les partis des diverses nations ne le croient.

Les jeunes sont moins intéressés que les adultes par les débats sur l'appropriation

des moyens de production, mais ils soutiennent, plus que les adultes, un changement de la société qui, cependant, ne pourra pas, à leur avis, être atteint par les moyens traditionnels.

Ils sont donc peu liés aux partis politiques, mais soutiennent, par contre, les mouvements de protestation informels dont les buts sont limités à quelques revendications spécifiques.

Il est facile de les voir participer en masse, avec toute leur bonne volonté, aux manifestations contre l'installation des euro-missiles ou plus généralement pour la paix, contre la construction des centrales nucléaires ou plus généralement pour des mouvements écologiques, pour l'occupation

abusives de maisons et pour les soi-disant expropriations prolétaires. Ils ignorent, malheureusement, qu'ils sont manœuvrés et mobilisés par des partis politiques dont ils ne partagent pas, dans leur très grande majorité, les fins.

Nés entre 1958 et 1967, les jeunes Européens qui avaient, au moment de cette enquête entre 15 et 24 ans, ont presque tous vécu dans des sociétés incontestablement pacifiques, jouissant d'un bien-être économique et en plein essor technologique.

Ils n'aspirent pas, contrairement aux adultes, à un plus grand progrès matériel, mais plutôt à une qualité meilleure de la vie dans une société moins violente et plus ouverte.

LES JEUNES ET L'EUROPE

Cette enquête montre que la génération prise en considération est suffisamment imprégnée des grandes idées européennes et qu'elle reconnaît, en grande partie, l'importance de l'adhésion de ses propres pays à la Communauté; mais - pour des raisons que l'enquête fait ressortir et dont nous parlerons ensuite - elle a une faible connaissance et donc un faible intérêt pour les problèmes européens: un pourcentage assez élevé arrive même à manifester de l'indifférence quant à l'éventualité que son pays puisse abandonner la Communauté.

Pour cette génération, l'Europe est quelque chose de déjà acquis, même dans son état actuel d'inachèvement.

Elle n'a pas participé à la première phase enthousiasmante de sa réalisation lors des grands débats idéologiques. Les institutions européennes actuelles et les buts qu'elles ont atteints lui paraissent comme des affaires courantes.

L'idée d'une Europe unie ne se présente pas à nos jeunes comme une construction encore à réaliser en grande partie; ils n'en ont pas vécu la phase - la première moitié de ce siècle - qui apportait une charge idéale; phase que les nations européennes ont incendiée avec des guerres qui ont entraîné et bouleversé le monde entier. Ce n'est, pour eux, qu'une période historique qui, par rapport à leur temps, semble s'être passée il y a des années-lumière.

Ils considèrent la paix comme leur premier objectif idéal, mais n'attachent aucune importance à l'action pacificatrice extraordinaire que la Communauté a accomplie parmi ses pays membres: assourdis par des propagandes contradictoires, ils ne semblent pas comprendre la fonction irremplaçable d'équilibre et de paix mondiale dont l'Europe pourrait se charger, après avoir atteint son unité complète.

L'EUROPE ET LES MASS MEDIAS

A la question «A quelles sources vous référez-vous pour connaître les problèmes de la Communauté Européenne?» la plupart des réponses se sont concentrées, naturelle-

ment, sur les mass-médias et, en particulier, sur la télévision.

Mais la question suivante a mis en évidence leur jugement négatif sur les

systèmes d'information qui, à leur avis, ne parlent pas assez, ou tout au moins d'une façon trop superficielle, des problèmes européens.

Il existe donc un manque d'information sur le problème Europe et il ressort, de cette enquête, que les jeunes, surtout ceux qui s'intéressent à la politique, ou tout au moins aux problèmes intellectuels, seraient prêts, s'ils étaient suffisamment renseignés, à se mobiliser; ils deviendraient ainsi un élément très important de propagande et de diffusion de l'idée d'une Europe unie, non seulement en ce qui concerne les jeunes, mais aussi les adultes avec lesquels ils vivent.

Pour conclure, il est évident, d'après cette enquête, que les jeunes manquent d'enthousiasme envers l'Europe, car ils n'y aperçoivent pas, dans sa forme actuelle, cette étincelle idéale capable de les enflammer et de les inciter à lutter.

Ils semblent disposés à s'intéresser uniquement à un grand projet, tel que la réalisation concrète et évidente de l'unifica-

tion de l'Europe; un projet qui demande, même à travers des sacrifices, leur participation directe, qui leur impose l'action et qui les mobilise moralement et physiquement.

L'unification de l'Europe est effectivement au centre des nombreuses réalisations de la Communauté et du travail quotidien de ses institutions; mais les jeunes n'acceptent pas ce rythme et ne semblent pas percevoir que, peut-être, l'intégration européenne doit être nécessairement lente et progressive.

Un effort d'information pourrait leur faire comprendre, tout en maintenant animés leur intérêt et leur participation à la formation de l'Europe, la nécessité de cette lente marche.

De notre part, nous sollicitons que cette information soit plus profonde et satisfaisante et souhaitons que cette marche devienne plus rapide, car l'histoire pourrait ne pas attendre l'Europe dans sa lente progression vers l'unification.

R.C.

L'esprit Europe

Nous publions le texte intégral de la conférence «La Russie et l'Europe» que son Excellence Federico Sensi, ex-ambassadeur d'Italie à Moscou a tenue, le 17 novembre dernier, au siège romain de la Fondation Européenne Dragan.

Le thème de cette conférence rentre dans le cadre du cycle «L'esprit Europe» organisé par la Fondation en collaboration avec l'Université Populaire Romaine pour approfondir et diffuser la connaissance de la formation de la civilisation européenne et son histoire en dehors des déformations et, parfois, des falsifications que l'histoire elle-même a subies.

La Fondation et l'Université Populaire Romaine estiment que ce n'est qu'à travers une prise de conscience plus grande et plus répandue d'un esprit européen complet que pourront se renforcer les liens entre les peuples du vieux continent et que l'on pourra parvenir à l'édification de l'unité européenne sans laquelle il ne semble pas possible de réaliser une paix mondiale effective et durable.

Le cycle «L'esprit Europe», qui a commencé le 15 avril 1982, se terminera le 19 janvier 1984 par la conférence, suivie d'un débat, sur le thème «Les défenseurs des frontières orientales: la Pologne et la Roumanie».

La Rédaction

«LA RUSSIE ET L'EUROPE»

(conférence de l'Ambassadeur Federico Sensi)

Dans le cadre du cycle Esprit Europe, la Russie représente une anomalie. Des civilisations antiques -Perses, Egyptiens, Phéniciens, Arabes - ont contribué à la formation de la civilisation européenne. La Grèce est à l'origine de la pensée européenne et a influencé nos systèmes politiques et sociaux, la philosophie, la science. Ce patrimoine culturel est passé, à travers le filtre de Rome, à presque tout notre continent; mais Rome y a ajouté beaucoup d'elle-même: le droit, le sens de l'Etat, la capacité organisationnelle, le principe d'une communauté universelle. Le Christianisme a poursuivi l'oeuvre de Rome dans l'unification et la formation culturelle de l'Europe. L'accession de bon nombre de peuples européens à la condition de nation et d'Etat coïncide avec la conversion de ces peuples au Christianisme. La civilisation européenne est, à sa base, une civilisation chrétienne.

Ce préambule m'est apparu nécessaire pour éclaircir l'anomalie dont j'ai parlé. Bien qu'appartenant à l'un des groupes ethniques qui forment, en grande partie, la population européenne (Latins, Saxons, Slaves), les Russes n'ont apporté aucune contribution au processus historique qui a créé l'Europe actuelle. Aujourd'hui, la Russie est un conglomérat de peuples eurasiatiques et est imprégnée d'esprit asiatique, une puissance non seulement européenne, mais intercontinentale. Suivant une constante historique, la Russie a toujours ressenti une très forte aspiration à jouer en Europe un rôle d'hégémonie, en opposition, également, avec les diverses invasions subies de la part des Occidentaux. Vues sous cet angle, Poltava, Borodine et Stalingrad sont les étapes importantes d'un processus historique qui a porté la Russie au coeur de l'Europe, avec une inspiration opposée à l'esprit européen, à notre civilisation. Le peuple russe a toujours eu une vocation innée à l'expansion

voilée par une couverture idéologique; il s'est senti porteur d'une palingénésie universelle: au début, l'orthodoxie et, plus récemment, la Sainte-Alliance, le panslavisme et, enfin, l'internationalisme prolétaire. Le premier objectif est l'Europe. Cette constante historique vaut pour l'empire tsariste comme pour l'empire soviétique. A la question si la Russie (pas l'URSS) est l'Europe culturellement parlant, même avec ses nombreuses particularités, on peut répondre, en principe, affirmativement, mais sans oublier que dès l'origine il y eut deux Europes et que la ligne de partage remonte, historiquement, à la division de l'Empire Romain en deux empires: celui d'Occident et celui d'Orient et quelques siècles plus tard au schisme d'Orient. La civilisation européenne se divisa donc en deux branches: celle d'origine gréco-romaine et celle d'origine byzantine.

Pour évaluer cette situation il convient de tracer un rapide profil historique. Le royaume de Kiev est le premier noyau civilisé en Russie. L'origine de la civilisation ukrainienne remonte à la conversion au Christianisme réalisée grâce à Byzance. Kiev était l'extrême avant-poste de la civilisation européenne et chrétienne en Orient et eut des rapports commerciaux et dynastiques avec plusieurs Etats européens.

L'invasion mongole porta un coup terrible à cette organisation. Le royaume de Kiev disparut. L'occupation mongole eut une influence énorme sur toute la situation russe et il en subsiste encore les effets. La Russie fut complètement coupée de l'Europe, juste au moment où cette dernière commençait sa marche vers le progrès qui devait la conduire à l'Humanisme, à la Renaissance, à la Réforme, aux révolutions politiques anglaise et française, à la constitution de grands Etats nationaux, à un nouveau courant scientifique et philosophique, à la révolution industrielle, en un mot à la civi-

lisation moderne, dont le principe de base est la liberté. L'empire mongole introduisit en Russie les conceptions propres des grands empires asiatiques. Le Souverain est le patron du peuple et le propriétaire de tout le territoire; ce qui détermine, bien que ce soit dans l'esclavage, un nivellement social total. Le communisme réel est l'héritier de cette conception. Ce fut là la fin d'un projet de Russie européenne que le royaume de Kiev pouvait pousser à espérer.

La domination mongole dura 250 ans. La chute de Byzance détermina, au cours de la seconde moitié du XV^e siècle, le transfert du centre de l'Orthodoxie à Moscou qui aspira à devenir avec Ivan III et Ivan le Terrible, la Troisième Rome, la capitale de la Chrétienté et d'un empire d'inspiration universelle. Au cours de la période suivante, dite «des troubles», il y eut une pénétration prolongée et profonde de l'Occident dans le cœur de la Russie (Ligue hanséatique et Ordre Teutonique, Pologne, Suède, Lithuanie). C'est ainsi qu'augmenta la méfiance et l'aversion russe à l'égard de l'Europe, de sorte que l'occupation occidentale ne laissa aucune trace dans l'esprit et la culture des Russes. Pendant la même période, on enregistra la transmigration vers l'Orient. Après avoir franchi l'Oural, les Russes pénétrèrent si profondément en Asie qu'ils entrèrent, au milieu de XVII^e siècle, en contact avec la Chine; un peu plus tard, ils rencontrèrent, en Asie Centrale, les grandes civilisations asiatiques: indienne, perse, turque et arabe. En somme, l'expansion de la Russie et son «asiatisation» s'accrochèrent simultanément. La possibilité d'une Europe politique qui puisse coïncider avec l'Europe géographique était donc perdue.

Au cours de la période successive, qui marqua l'expulsion des Occidentaux du territoire russe et les débouchés sur la mer Baltique et la mer Noire, dominait la figure de Pierre le Grand. Il vit dans l'Europe la source indispensable d'un renouveau total et d'un renforcement militaire de l'Empire. Ce dernier objectif était son but véritable; le reste de ses réformes ne fut qu'une simple prémisse. Le pays tout entier fut mis au service de l'Etat, des couches les plus humbles aux niveaux les plus élevés. L'abolition du Patriarcat et la création du Saint-Synode

conduisit à la soumission de l'Eglise à l'Autocrate. En abolissant les institutions patriarcales d'origine asiatique, Pierre le Grand appliquait, justement, les principes d'inspiration mongole et surtout le despotisme. Le Tsar était un Dieu. C'est ainsi que l'on maintenait le culte de l'Etat qui caractérise, de nos jours, l'Union soviétique. Pierre détruisit, à Poltava, la plus grande puissance qui s'opposait à lui: la Suède. Entrée dans le cercle européen, la Russie se proposa un objectif primaire: faire sentir le poids de sa puissance militaire et étendre ses frontières en profitant des luttes européennes internes.

Après un période d'incertitude entre le retour à la vieille organisation et l'occidentalisation, la Russie poursuivit, avec Catherine II, l'expansion pour arriver aux partages de la Pologne et à la domination, déjà acquise, sur les pays balkaniques et la Finlande. La Russie était désormais un élément essentiel de l'équilibre européen. Catherine était une Allemande entourée de nobles allemands, mais elle s'était complètement russifié. Grâce à ses contacts avec les intellectuels français, elle s'acquitta de la renommée de souveraine illuminée; mais son despotisme à l'intérieur de son pays était égal à celui de Pierre le Grand.

Après les guerres napoléoniennes, plusieurs mouvements surgirent dans l'intelligentsia; ils agirent pendant toute la durée du siècle: décabristes, populistes, slavophiles, occidentalistes, nihilistes, anarchistes, sociaux-démocrates et, enfin, communistes. Ils étaient influencés - pour ou contre - par le mouvement des idées en Europe (Révolution française, socialisme utopique et, à la fin, socialisme scientifique de Marx). Mais sous cette couche très mince, la population, en grande majorité paysanne, était imperméable à l'influence occidentale, patriotisme et religion étaient ses seules forces morales.

Les événements de la révolution d'Octobre sont bien connus. Importé par Plekhanov, le marxisme fut transformé par Lénine, qui utilisa l'idéologie tout comme les Tsars s'étaient servis de la religion. L'idéal supérieur auquel le peuple devait tout sacrifier devint la dictature du prolétariat. Comme on le vit clairement avec Staline, ce fut, en réalité, une dictature sur le prolétariat

par la caste privilégiée, la Nomenklatura puis, au fur et à mesure, le PCUS, son Comité Central, le Politbureau et, au sommet, le nouvel Autocrate, le Secrétaire Général du Parti. La révolution universelle préconisée par Trotsky, avec son centre en Allemagne, fut très rapidement abandonnée par Staline qui préféra le système bien plus réaliste du «communisme dans un seul pays», en attendant de reprendre l'offensive en Europe au moment opportun.

Entre-temps, grâce aux traités de paix, l'Europe réussit à faire avancer ses frontières en agrandissant la Pologne et la Roumanie et avec l'indépendance des pays baltiques et de la Finlande. Il suivit une période d'agitations, mais le communisme ne réussit pas à s'aligner. Par contre, les difficultés économiques continuèrent, surtout après la crise de 1929, ainsi que les contrastes politiques qui conduisirent au fascisme et, plus tard, au nazisme, par suite, également, des erreurs commises à Versailles. Après la révolution et la guerre civile, la Russie était un pays arriéré, soumis à l'esclavage, isolé, sur lequel s'abattit la fureur dévastatrice de Staline.

Il attendait que les discordes européennes s'accroissent pour mettre en pratique la traditionnelle tactique russe de diviser pour régner. Le problème central était toujours l'Allemagne. Avec une ressemblance symptomatique de ce qui s'est récemment passé, pendant la détente, il se produisit un rapprochement entre l'Allemagne et l'Union soviétique. Les deux pays s'entraidèrent et Moscou poussa les communistes allemands à ne pas trop gêner l'hitlérisme. Staline voulait une Europe désunie, comme le démontra son attitude à propos de la Conférence de Gênes et le Traité de Rapallo, sa très nette déception à propos du Traité de Locarno qui établissait un système de garanties réciproques entre les Occidentaux et l'Allemagne et son irritation pour le Pacte à Quatre. Après l'Anschluss, Stalin comprit que l'Allemagne avait désormais la prédominance en Europe. Simultanément, et par le biais du Kominintern, le PCUS cherchait à coordonner les mouvements communistes en Europe, sur la base de l'idéologie, mais en les adaptant aux intérêts de l'Etat soviétique.

Tout ceci conduisit au Pacte von Ribbentrop-Molotov qui fut un exemple classique de réalisme cynique. C'est ainsi que Staline rendit la Seconde Guerre mondiale inévitable. Hitler offrait le quatrième partage de la Pologne et un copropriété de la mer Noire à l'Inde. L'antihitlérisme soviétique officiellement affiché fut dû à une folie de Hitler et non à une opposition morale à la barbarie hitlérienne. Personne ne peut nier le rôle déterminant qu'eut l'Urss dans la défaite de l'Allemagne; mais il est évident, de nos jours, que Staline vit dans la guerre une occasion excellente, non pas pour redonner la liberté aux populations opprimées par le nazisme, mais pour substituer sa propre domination à celle de l'Allemagne. Il ne s'est pas agi d'une guerre conduite par une alliance dont les fins coïncidaient, mais de deux guerres parallèles ayant des buts totalement différents.

La situation désastreuse de l'Europe, y compris l'Empire britannique, et les évaluations erronées des Etats-Unis produisirent les accords de Téhéran, de Yalta et de Postdam. Mais ce n'est pas tout. A Yalta, l'Europe centro-orientale fut mutilée territorialement en faveur de l'Urss, mais il avait également été prévu la sauvegarde du système démocratique dans cette région par des consultations populaires. Roosevelt avait cru dans la volonté de paix de l'Urss et dans son respect de la liberté des peuples, le tout garanti par les Nations Unies. Mais Truman, lui, ne pensait pas de la sorte. L'Europe occidentale avait subi un effondrement matériel et moral dont elle n'aurait pas pu se remettre sans le soutien politique et les aides économiques des Etats-Unis. C'est alors que se déterminait une réaction au brutal sans-gêne soviétique. Le Plan Marshall et l'Alliance Atlantique rétablirent un certain équilibre, non pas entre l'Europe et l'Urss, mais entre l'Occident tout entier et l'Urss, avec des objectifs purement défensifs. Il est vrai que, grâce à l'Alliance Atlantique, nous avons vécu des décennies de paix; mais il s'est agi d'une paix précaire, souvent compromise par des conflits locaux et subordonnée à l'acceptation pratique de ce qui sera appelé plus tard la doctrine Brejnev de la souveraineté limitée.

On ressentit en Europe, dès le premier

moment, le besoin d'une unification politique, économique et militaire, pour être également, un interlocuteur valable avec l'adversaire soviétique et l'allié américain. C'est ainsi que naquirent le Conseil de l'Europe, l'Union Européenne Occidentale, la CECA, l'Euratom et, enfin, la CEE, limitée, cependant, à six pays seulement (la Petite Europe). Plusieurs de ces organismes disparurent ou demeurèrent cristallisés. La CED ne put pas être réalisée. La CEE eut, ensuite, une expansion géographique, mais elle n'a pas réussi à se donner les structures unitaires, ni à s'acquitter des tâches prévues par les Traités de Rome. S'y sont opposés les contrastes d'intérêt économique, l'absence d'une volonté politique unitaire et d'un fort soutien populaire; pendant ce temps-là, sur tout le continent, il se créait des difficultés et des complications de caractère politique et économique qui détournaient les gouvernements du but essentiel de l'unité. Et pourtant la réintégration de l'Allemagne dans le système démocratique européen avait été un progrès considérable qu'il convenait de maintenir en oeuvre. L'Urss ne crut jamais à l'unification de l'Europe et ne considéra pas cette dernière comme une entité intégrée avec laquelle pouvoir négocier. Les Etats-Unis perdirent une bonne part de sa confiance dans l'Europe à la suite des déficiences et des contrastes au sein de notre continent, ainsi que pour les différences qui surgissaient constamment entre les deux rives de l'Atlantique. Des phénomènes analogues se produisaient au sein de l'Otan.

C'est ainsi qu'on arriva à la période de détente. La première étape fut l'Ostpolitik de Willy Brandt; ce dernier était persuadé que la réunification de l'Allemagne avec le soutien de l'Otan n'était que pure imagination et qu'un rapprochement avec l'Urss aurait pu produire un effet positif, tout au moins en ce qui concerne les problèmes entre les deux Allemagnes. Le Traité de Moscou de 1970 consacra cette politique et renouvela la pratique des alternances continues entre l'Allemagne et la Russie qui remonte au XIX^e siècle. Entre-temps, de Gaulle et ses successeurs s'amusaient avec leur politique velléitaire des «relations spéciales» entre la France et l'Urss. Après sa défaite au Viet-nam et la détérioration de la situation

interne, l'Amérique retomba dans les erreurs et les illusions. Ceci se produisit au sommet de Moscou, en 1972, et, plus tard, aux SALT qui reconnurent la parité nucléaire soviéto-américaine, aux projets de collaboration économique et technologique entre les deux puissances, sur la base de ce qui avait déjà été fait par les Européens.

La Csce (Conférence sur la Sécurité et la Coopération en Europe) fut encouragée avec beaucoup d'insistance par les Soviétiques. Préoccupée par l'hostilité chinoise et le développement du Japon, l'Urss voulut éviter de se trouver entre deux fronts et décida d'éliminer en premier l'obstacle qui semblait être le moins gros - l'Europe, justement - en pratiquant des interférences qui auraient favorisé également la déstabilisation de l'Otan et la *decoupling*. Par sécurité européenne, l'Urss entendait, donc, sécurité de l'Urss en Europe, comprise dans un sens tellement large que cela équivalait au terme «hégémonie». En outre, le Kremlin tenait à légitimer le démembrement opéré après Yalta et à transformer, par suite, en frontières reconnues *de jure* les démarcations *de facto* atteintes par les armées soviétiques à la fin de la guerre. L'Acte Final d'Helsinki sanctionna tout ceci et se limita à demander en échange le respect des droits humains, engagement absurde, étant donné le régime soviétique, et qui, de fait, ne fut jamais respecté.

Simultanément, le Kremlin, profitant de la détente, développa son expansion globale à l'échelle interplanétaire, de l'Afghanistan à l'Afrique et à l'Amérique latine. En outre, l'Urss accrut et perfectionna, dans une mesure jamais vue dans l'histoire, son armement terrestre, naval, aérien, nucléaire, spatial, chimique et bactériologique, le tout avec des caractéristiques nettement offensives. Les Etats-Unis, surtout sous l'administration Carter, ne pouvaient pas opposer grand-chose tant en raison du syndrome du Viet-nam que pour le relâchement de tout effort de réarmement et l'absence d'une stratégie politique résolue.

(suite à la page 13)

ABOUT THE AEGEAN SEA

by Pietro Gerbore

GREECE

On July 1st, Greece took on the chairmanship of European Community. The European summit will convene in Athens, for the first time, in december. «Europe comes to Athens», the press writes. Although European Community, still recently, was qualified as representative of foreign cosmopolitan capitalism in Papandreu's Panhellenic Socialist Movement, neoclassic Zappeion has been quickly transformed into deserving seat for the European meeting. Communists under Charilaos Florakis keep polemizing against Community. Foreign observers agree that Pasok's attitude toward Community has become more pragmatic, tranquil and flexible. It is generally accepted that the government tries to correct the regional lack of balance, but the correction must take place within institutions. Nevertheless, residues of old polemics remain in the Pasok.

In a speech of Ministry of Foreign Affairs there were layouts of a political line the Pasok wanted to impose on Community, encouragements and growths of the weakest members. He asserted that a monolithic action of the Tens in the European affairs was neither possible nor desirable and, therefore, he defended the independent incursions of Papandreu's government. Usually, the presidential opening and closing speeches make the special interests of the hosting State take a back seat. It is not like this with Greeks. The Ministry has supported higher community expenses for the benefits of all less developed countries in all sectors. The word «savings» has never passed his lips. In his opinion, the Community was a philanthropist called to benefit the greek economy. Progress relevant to Mediterranean was of primary importance for him.

Since, for a Community meeting, higher expenses are more attractive than savings, the greek Ministry's speech has been welcome.

The Europe's arrival in Athens exposed, of course, Papandreu's diplomacy to a test action. This had already been tested by negotiation for the renewal of the agreement on the american bases. The Pasok which had been the defending counsel of a public diplomacy, practised now a secret diplomacy. As far as we know, disagreement regarded not only the american financial services, but also the closing date of the bases. Ambivalence in foreign politics was a consequence of party ferments. Papandreu is enough realistic to understand he must come to an agreement with United State, but last year he supported a leftist movement which denounced Washington as «center of capitalistic imperialism», and which yearned for a third way to socialism. Hesitations to examine and to conclude agreement arose from the conflict between realism and «verbalistic radicalism». In Papandreu's diplomacy a sort of hamletism reflecting the fundamental equivocations of his position between two political worlds, was outlined.

Greek Left, nowadays ruling, is troubled by always deeper disagreement between Communists and Pasok's Socialists. The two parts had been working for a long time with the idea of a common fight against representatives of «economic oligarchy», as «democratic force» against antidemocratic ones of Nea Demokratia. One and half year of Pasok's ruling has showed a disagreement. Orthodox Communists have started blaming Papandreu and Pasok for not having carried out the «great change» promised at the October 1981's election, for having exceeded Nea Demokratia on certain aspects, for not having let Greece go out of European Community and Nato, for not having closed the american bases. Both «Muscovites» and Eurocommunists accuse Papandreu of practicing the socialization of public field as a manoeuvre in order to disguise an unilateral austerity favourable to those who are economically stronger. They are also hostile to firm committees established recently in the extractive industry which, in their opinion, do not assure workers' preponderance. Communists accuse Pasok of arrogance in ruling.

The apparatus of the State suffers, more than ever, from centralism and bureaucracy. The Party meddles with the apparatus of the State. The democratization of the armed force is put off till doomsday. The role of Parliament is merely decorative. Government influences justice.

This is, after all, what Papandreu has reproached the Right for many years and now Communists reproaches him. Pasok's veterans join them.

A letter from Papadimitriou, Papandreu's old friend, who protests against party-practices in Aetolokarosama district, Western Greece, shows how an interior crisis is crackling. There is nothing new either here: this document, which the party-direction has not dared to punish, shows that the passage from opposition to government has not spared Papandreu the evolution which always goes with the exertion of power.

Everything tends to split in Greece: this is a historical constant of the Country. Peace movement and national opposition separate as well. Two trends are outlined here: the liberal one with Rallis and the other conservative with Averoff; but there will be no open breaking off till when Karamanlis lives.

Unemployment and inflation lie on the economic situation. It is unquestionable that unemployment increased from the day that Pasok assumed the government. It was estimated that inflation amounted to the 10.5 per cent at the beginning of summer, and the cost of life increased of 7.6 per cent in 1983.

TURKEY

Soon after World War One, an officer who had distinguished himself by defence of Dardanelles and who had been, it seemed, of Albanian origin, wanted to wake up people of Anatolia from the Ottoman sleep and to get a modern State, governed by european laws. The attempt was only partially successful. Mustafa Kemal succeeded only in establishing a qualified and patriotic army, made up of officers of high moral and intellectual level. A heterogeneous society made up of human beings who have reached different levels of civilization, wavers around it. Fanatic Muslim and land owner who vegetate in an islamic Middle Age, survive close to technocrat and to manager brought up in Western style Colleges.

Four years ago democracy offered a gruesome sight of terrorism and anarchy and there were recorded from twenty up to forty daily slaughters. The great mass of Turkish citizes greeted with gratitude the intervention of the armed forces and the restoration of order. Today General Kenan Evren, President of Republic, is a figure surrounded by general respect and an overpowering majority has approved his proposal of a new constitution.

Turkey is struggling against herself, against her own past personified in some politicians who have made the cadres of parliamentary society. The army believes, or rather it hopes, that it will be able to make a new political society more conscious of its own duties and

tasks by eliminating those men who are blamed for not having cooperated against terrorism and, indeed, for having sabotaged reformation. He who tries to give a general view of today's political ferment, notices two fundamental trends: he sees, on one hand, plans of parties on the right and on the left of the Centre, on the other, groups which try to be founded on soldiers and President's favour and others which try to attract electors of the dissolved parties.

While it was expected a victory of a conservative party supported by Generals, which was recorded under the name of National Democratic Party, the victory has been gained by an other conservative party unhostile to the old Party of Justice, which has been called Buyuk Turkye Party (Party of Great Turkey) inspired by an ex-leader of the forbidden Party of Justice. A Populist Party has peeped in the moderate Left but the Left, in general, remained much torn.

It was clear that the soldiers were trying to form an effective tool of the State for the time after the end of the emergency regime. The observers, however, thought they were attending only the symptoms of the disease and not its deep causes. This is the fate of all military dictatorships. Being called to heal the ills which are the consequence of old inconveniences deep-rooted in history, they want to square a circle: that is, avoiding a recrudescence of those ills without being able to dip the bistoury into its deep causes.

Between the two big States of the Southern West - Spain and Turkey - there is an analogy: Franco allowed Spain to overcome the crisis of transition giving back to the country the hereditary arbiter consecrated by history. Turkey lacks this man.

CYPRUS

From the 1974's summer, when Turkish forces occupied part of the island of Cyprus in reply to a coup d'état organized with the aid of Athens, United Nation has, over and over again, invited Turkey to withdraw its troops. Last spring the Greek Cypriot President brought again that problem in front of the same forum. One hundred and one States, among which the nonaligned ones, confirmed the invitation during the 37th session. The Greek President would aim at a progressive restoration of the authority of his government. That vote caused a stir among the Turkish Cypriot population. Those reactions were caused mostly by the claim of Nicosia Greeks to represent the lawful government. Turkish Cypriots designate their own community as the Turkish Federal State of Cyprus: they have a President, Rauf Denktasch, a liberally elected Parliament, liberally established political parties, a government made by the coalition of five parties out of six. They insist on the fact that, since the establishment of the Cyprian State, their community has been one of the two «founder communities» anchored in the 1960's Constitution as well as in the previous London and Paris treaties, therefore one of the two constitutive elements of Cyprus. The 1960's Constitution was unilaterally suppressed by Turkish President Makarios in 1963 but Turkish Cypriots have never acknowledged that act.

After the failure of the coup d'état and the Turkish invasion, contacts between the two community stopped. Nevertheless Denktasch met Makarios in 1977 and his successor the following year. On those occasions «lines» for talks between the two communities, addressed to the achievement of a Binational Federal State, were fixed. The different aspirations of the two communities remain the apple of discord: Turks claim equal rights, Greeks aim at preponderance due to majority.

The resolution of U.N. had the effect of stopping the talks between the communities. These face each other as adversaries: the Greeks want to turn Turks into the condition of «minority», while Turks refuse to be subjects of Greeks. An islamic religious factor meddles with the conflict.

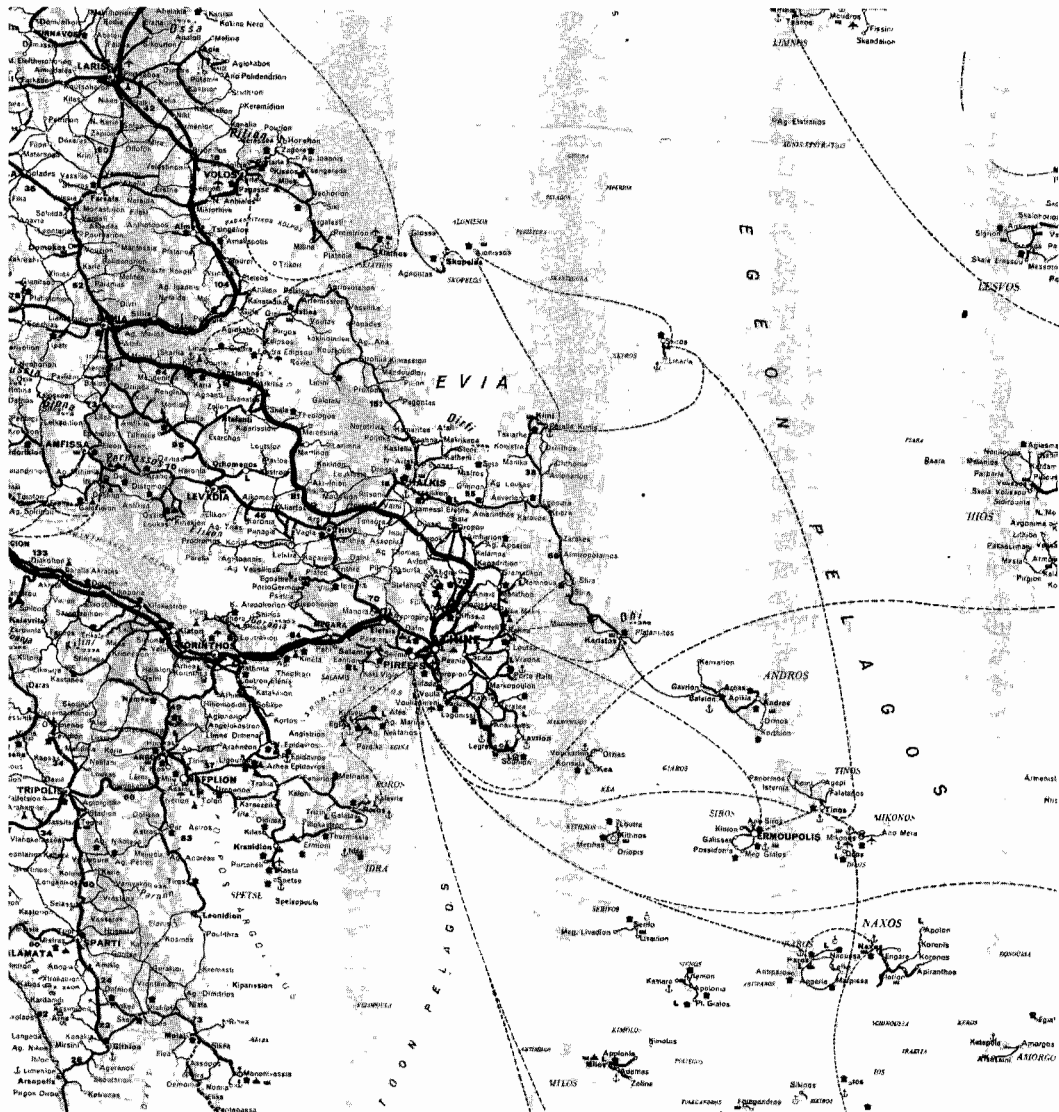
The Turkish Cypriots protest against the last decision of U.N. which, in their opinion,

destroy the balance between the two communities acknowledging Nicosia Greeks as lawful government.

Between Turkish North and Greek South a «green line» lies, through which traffic does not go by will of Nicosia government. The two Nicosia neighbourhoods - the greek and the turkish - are separated like East Berlin from West Berlin. Radio and television are the sole contact. This clear-cut division isolates the residents of western region and it compels them to pass through Turkey with which means of transport are lacking. It is necessary that people pass through Istanbul for going from Turkish Nicosia to northern region.

It is logical that among Turkish Cypriots an idea of independence arises.

Pietro Gerbore



L'erreur de fond de la détente et, en particulier, du sommet Brejnev-Nixon, en 1972, résidait dans le fait que Kissinger, spécialiste de Metternich, avait jugé suffisant pour garantir la paix un accord entre les Etats basé sur l'équilibre militaire et sur la bonne foi supposée des Soviétiques au point qu'il fut convenu un code de bonne conduite internationale. Les gouvernements européens commirent, quant à eux, la même erreur. On laissait dégarni un front extrêmement important, celui de la guerre psychologique, ouvertement pratiquée et même proclamée par les organes soviétiques les plus célèbres, sous l'étiquette de la lutte idéologique pour la destruction du capitalisme et du soutien aux luttes de libération nationale. L'Urss s'infiltrait de la sorte dans le monde démocratique européen pour le déstabiliser à partir de l'intérieur; en même temps, elle accentuait les désordres intérieurs et les conflits locaux de régions vitales pour l'Europe, comme le Moyen-Orient et la Méditerranée; c'est ainsi qu'elle est arrivée à avoir une présence massive sur les mers, tandis qu'elle peut compter sur des points d'appui militaire et sur des zones placées sous son influence exclusive en Asie, en Afrique et en Amérique latine. Comme en Union soviétique l'Etat et le Parti sont un tout unique, ce pays peut pratiquer facilement, en apparence, la coexistence pacifique et appliquer, de fait, une politique de subversion et de soumission.

Voyons maintenant l'état de la sécurité réelle en Europe. La supériorité conventionnelle et nucléaire soviétique a fait perdre toute crédibilité à la couverture nucléaire américaine. La stratégie de l'Otan est donc entrée en crise. La défense avancée et la défense souple sont devenues insuffisantes. La force de dissuasion apparaît peu efficace. L'hypothèse d'exclure ce que l'on appelle le *first strike* - le premier coup nucléaire - en cas d'attaque avec des armes conventionnelles, s'est fortement estompée. Alarmés, en un premier temps, par la mollesse de Carter, les gouvernements européens sont maintenant préoccupés par le brusque réveil

américain. Le maintien de la détente est donc considéré comme étant indispensable, même s'il est clair que derrière elle il se cache une ouverture à l'impérialisme soviétique. Il y en a même qui vont jusqu'à parler d'une dissolution des blocs, sans penser que l'Otan est une association spontanée de peuples libres créée sus la poussée de l'expansion soviétique, tandis que le Pacte de Varsovie est un conglomerat de peuples soumis de toute façon à l'Urss (souveraineté limitée).

Les perspectives pour l'Europe sont donc préoccupantes. La conférence de Genève sur les euromissiles est entrée dans une phase étale, parce que l'Occident est dans une position d'infériorité. Les Etats-Unis cherchent à rétablir un équilibre politico-militaire, mais ils doivent remonter une pente très fortement inclinée, ce qui exige de gros sacrifices et énormément de temps, de sorte qu'ils devront opérer à long terme. Mais, entre-temps, les Soviétiques continuent à s'armer et à déferler. Les Européens ne veulent pas faire de sacrifices, ni courir de risques et ne s'aperçoivent pas qu'en agissant ainsi ils s'exposent à l'éventualité d'un choix dramatique entre la soumission et l'holocauste. Les années que nous traversons sont donc les plus dangereuses, pour l'Europe en particulier.

• L'angoisse nucléaire grandit démesurément dans le monde entier et surtout en Europe qui est la plus exposée. Dans le cadre de la guerre psychologique, les mouvements pour la paix - organisés et financés par Moscou - trouvent, dans cette angoisse nucléaire, qui est un fait réel et une exigence morale, une aire politique à exploiter avec efficacité. Nous assisterons donc à un crescendo. L'objectif soviétique immédiat est le renoncement des gouvernements européens à la décision déjà prise par l'Otan en 1979 et approuvée par les divers Parlements de se défendre contre le déploiement des SS 20 avec les Pershing 20 et les Cruise. Avec beaucoup de réalisme, les Soviétiques ont pensé qu'il ne serait pas logique, selon leur point de vue, de négocier sur une chose qui existe déjà et qui se développe contre une chose future et incertaine. Le renvoi du déploiement occidental, souhaité par certains, d'une façon subordonnée, équivaldrait, à la fin, à un renoncement

définitif. La fermeté que les gouvernements européens démontrent actuellement est donc essentielle. Il faut rappeler, en outre, que les pourparlers ne sont qu'une partie d'une négociation plus longue et plus complexe, celle pour les armements stratégiques nucléaires (START).

Malgré les déceptions passées, on trouve encore, en Europe, des personnes qui parlent de dialogue. Il est certes nécessaire, mais il doit être sérieux et basé sur la décision ferme de résister, sinon c'est un moyen pour camoufler d'autres fléchissements. L'Urss ignore le dialogue en tant qu'instrument de concessions réciproques pour parvenir à une conclusion commune; et cette attitude n'est pas uniquement une tactique diplomatique, mais est due à la psychologie même du peuple russe. En Russie, même dans les situations les plus banales, les individus ne font que répéter, dans n'importe quelle discussion, leurs positions, parce qu'ils ne voient pas celles de leurs interlocuteurs. Ils ne connaissent ni Socrate, ni Platon et leur objectif n'est pas la vérité, parce qu'en Russie la seule vérité est celle de l'Etat. Partant de ce phénomène psychologique inné, la politique soviétique considère le dialogue comme un moyen pour arracher des avantages et pour gagner du temps. Négocier et altérer, entre-temps, la situation de fait est une tactique habituelle de la diplomatie soviétique.

Les armements ne sont pas la cause mais la conséquence des conflits; il faudrait donc, en premier lieu, résoudre ces derniers non pas avec le simple rapport de force - qu'il est également difficile de calculer - mais en ayant recours à une stratégie politique habile et constante qui soit en mesure de faire constater aux Soviétiques que l'expansionnisme ne paie pas. Dans le domaine militaire, on parle aux Etats-Unis, en conservant le principe de l'équilibre et de la dissuasion, d'une stratégie purement défensive mise en pratique avec des moyens techniques comme ce que l'on appelle le bouclier stellaire ou les frontières hautes, qui devraient frapper dans l'espace les missiles à peine lancés. On annulerait ainsi, au départ, la capacité offensive des missiles soviétiques. Mais il n'est pas exclu que l'Urss dispose déjà d'engins spatiaux à caractère plus offensif que défensif. Dans une telle situation, ceci ne signifierait

nullement que la terre n'en subirait pas les conséquences. Revenant au domaine politique, une stratégie de vaste envergure qui unisse toutes les puissances menacées dans le but non pas de gagner, mais d'empêcher la guerre. Soit dit en passant, un point qui pourrait être mieux exploré est la situation en Extrême-Orient où la Chine et le Japon ont les mêmes préoccupations que l'Europe.

Il n'est pas dit que l'Urss veuille effectivement utiliser sa supériorité pour soutenir une guerre, à moins qu'elle ne soit mise le dos au mur. On ne peut pas déclencher une guerre nucléaire, car on ne peut pas la gagner: ce serait un suicide, même pour l'Urss. Pour le Kremlin, la supériorité nucléaire est un arme politique pour intimider les adversaires et vaincre sans combattre. La force de dissuasion a donc une fonction irremplaçable de sauvegarde de la paix. Pensons plutôt au danger d'une guerre conventionnelle déclenchée à l'improviste et conduite d'une façon foudroyante avec l'avantage de l'énorme supériorité soviétique et l'éloignement des Etats-Unis. Le réarmement conventionnel est cependant extrêmement coûteux et demanderait beaucoup de temps. Divisés, intimidés et en pleine difficulté économique-sociale, les pays européens ne sont pas en mesure d'y pourvoir. On peut, également, envisager le risque que, dans des cas extrêmes, on passe de la guerre conventionnelle à la guerre nucléaire. Il est donc permis de supposer que l'Urss hésitera à se laisser entraîner directement dans un affrontement, même s'il ne devait être que conventionnel. Elle préfère agir indirectement par le truchement d'autres Etats et de mercenaires parce que, je le répète, elle veut établir son hégémonie sans coup férir, justement en vertu du principe de la stratégie politique dont j'ai parlé, mais avec des fins offensives. Enfin, pour couvrir toute la gamme des possibilités, on relève que - même si l'on exclut l'éventualité d'une attaque directe contre l'Otan - le Kremlin pourrait tenter une agression contre ce que l'on appelle les zones grises; en d'autres termes, contre les pays neutres ou non-alignés qui confinent à l'Urss, comme cela s'est déjà produit pour l'Afghanistan, par exemple la Suède, la Yougoslavie, le Pakistan, tous ayant une très grande importance

stratégique. Le pas à franchir, très risqué, dépendrait de l'évaluation de la réaction occidentale que feraient les Soviétiques; mais ils pourraient faire une erreur de calcul du genre de celle qui a déjà provoqué tant de guerres.

Le problème de notre défense est, dans une certaine mesure, plus moral et psychologique que militaire. Pour gagner la guerre psychologique, il faut, avant tout, être en mesure de soutenir la guerre militaire et être disposé à courir des risques. Il s'agit d'évaluer les véritables intentions soviétiques, d'unifier et de renforcer l'Europe, de maintenir le *coupling* avec les Etats-Unis. Il convient, également, de soigner les plaies internes, telles que l'instabilité politique, la débâcle financière, la crainte, la concentration sur le bien-être, le populisme et le pacifisme entendu comme désarmement unilatéral. Il faut un réarmement moral élevé, une réaffirmation de nos valeurs idéales et de notre civilisation qui pourront, même à long terme, contrebattre le piège communiste qui ne sert que Moscou.

Il est peut-être possible de trouver, grâce à la force morale et aux technologies de pointe, le mode de pénétrer dans le monde russe si fermé, devant lequel la propagande du PCUS agit avec insistance le drapeau rouge de l'impérialisme capitaliste; il est donc nécessaire de démontrer au peuple russe notre volonté de paix et notre solidarité avec lui. Je sais fort bien que nos possibilités à cet égard sont très limitées; mais réfléchissons que des hommes de l'envergure de Solgenitsine estiment que l'Occident libre, évolué, civilisé, doté d'un gros complexe industriel et technologique, ne peut pas renoncer à cette tâche morale. Il faut, d'autre part, s'abstenir de favoriser l'expansionisme soviétique par le biais des échanges commerciaux et des facilités économique-financières, sans perdre de vue nos intérêts spécifiques et l'aspect complémentaire économique qui existe entre l'Est et l'Ouest de l'Europe. Il convient de se défendre, enfin, de l'interférence soviétique arrogante dans nos affaires intérieures et combatte avec décision l'espionnage, la propagande conduite à travers nos mass-medias, le terrorisme financé et renforcé par le KGB.

Tout ceci peut signifier une certaine

tension. Mais la tension est une question de nerfs. Les pays démocratiques doivent, de par leur nature même, offrir la liberté à qui que ce soit; mais à une époque aussi critique, il convient d'être prudent, de ne pas laisser la porte ouverte à l'adversaire afin qu'il puisse construire, dans notre propre milieu, un consensus artificiel limité, en réalité, à une minorité très bruyante. Les agitations de rue ne doivent pas créer en nous une réaction émotive, ni nous pousser à en tirer des déceptions excessives. Si la civilisation européenne ne devait pas savoir soutenir l'affrontement avec les idéologies de l'adversaire, elle arriverait à un point de non-retour de notre histoire. Il faut faire quelque chose pour encourager et soutenir la confrontation à travers un consensus librement donné par la grande majorité. Il ne faut absolument pas manquer ce rendez-vous.

L'évolution en cours peut porter à de nouvelles doctrines et à de nouveaux systèmes. L'ère post-industrielle est à nos portes; elle impliquera la révolution la plus réelle et la plus grande des temps modernes. Un bouleversement provoqué par de nouvelles doctrines qui sont en train de se former, changera les méthodes de la production et, par suite, l'organisation sociale et la situation internationale. La nouvelle idée-force que l'on entrevoit s'exprime dans le principe de base déjà défini «universalisme», car il est destiné à surmonter les insuffisances, les déséquilibres et les divisions existantes, grâce à l'apport du progrès dans le monde de la pensée humaine, des sciences exactes et des sciences sociales, des technologies les plus sophistiquées ainsi que des conditions objectives mêmes - positives et négatives - dans lesquelles nous vivons. Si cette évolution globale pouvait se vérifier, on démontrerait la capacité de l'Europe et de l'Occident en général, à l'avant-garde du progrès, de porter dans le monde un nouveau drapeau, comme cela s'est produit si souvent au cours des siècles passés.

Un fait important est que la civilisation européenne, avec la participation des Etats-Unis, se répandrait avec une nouvelle vague dans le monde entier, mais surtout dans le monde en développement, non pas avec des fins égoïstes et contingentes, mais avec une poussée unitaire vers la justice, la liberté, le

développement, condition primaire nécessaire pour une croissance culturelle et économique niveleuse et, en définitive, pour un renouveau universel. La solidarité Nord-Sud est indispensable. Tout ceci est fortement entravé dans l'impérialisme soviétique revêtu de l'internationalisme prolétaire. Les Soviétiques donnent au monde en développement des schémas qui appartiennent à des phases dépassées de l'histoire et fournissent non pas des contributions au développement, mais des armes et des mercenaires pour les conflits locaux. Il s'agit, en fait, d'un néo-colonialisme. Avec son oeuvre illuminante, l'Europe peut arrêter cette violence et cette duperie. Sinon, elle restera sous la menace d'une guerre qui mettrait en question la survie de l'humanité toute entière, de la civilisation et de l'histoire.

Je ne pourrai pas conclure cet exposé sans résumer quelques points essentiels :

1°) L'Europe ne pourra pas conserver son identité culturelle et sa fonction historique si elle ne constitue pas une entité unique. L'alternative est, aujourd'hui, entre un multipolarisme, dont ferait partie l'Europe elle aussi, et un bipolarisme qui se réduirait à un condominium Etats-Unis-Urss. Comme il a été dit avec autorité, toute unification exige un unificateur. Ce n'est peut-être pas une personne ou un Etat; il peut s'agir, également, d'une idée qui repose sur une réalité forte et compacte.

2°) Quand nous parlons d'Europe, nous ne devons pas penser que celle-ci ne peut consister qu'en un agglomérat d'intérêts immédiats et de fins pragmatiques, mais dans une civilisation vitale en progrès continu. L'Europe devra s'insérer dans le nouveau cours historique qui s'annonce déjà comme une mutation radicale. La troisième voie qui conduira à la formation d'un nouveau système mondial. Tel est l'universalisme qui nous attend, se distinguant à la fois du communisme collectiviste et du capitalisme asocial, tout en absorbant les parties les meilleures de chacun d'eux, car dans l'histoire il n'y a rien qui ne laisse de trace s'il n'est pas important. L'universalisme devrait être, avant tout, une garantie de paix et laisser une juste marge d'initiative libre aux entités régionales et aux Etats nationaux.

3°) La prémise de cette fonction est le maintien de l'indépendance européenne, du système démocratique, de nos valeurs idéales, de notre genre de vie. La bataille ne pourra jamais être livrée si l'on se renferme dans un cadre lacéré et ramolli et pas même en se résignant, comme disaient les Romains, à perdre pour conserver la vie, les raisons de la vie elle-même. Et comment «mieux vaut rouge que vivant». Etre «rouge» veut dire perdre la liberté et ne plus vivre. Pensons à nos frères qui se trouvent dans l'Europe de l'Est et aux générations futures.

4°) Ces constatations sont confirmées par l'histoire et sont donc réalistes. L'empire romain n'était pas exclusivement européen; il comprenait la moitié du monde civilisé. L'idée de l'empire comme communauté universelle fut relancée par Charlemagne et gouverna l'Europe pendant plusieurs siècles. Les deux tentatives modernes d'unification comme simple expansion d'un Etat (Napoléon et Hitler) durèrent quelques années à peine et échouèrent. La défense de la civilisation européenne reposa toujours sur la suprématie morale: par exemple, la Grèce florissante et unie sut résister au grand empire perse, mais lorsqu'elle devint décadente et divisée, elle céda à Philippe le Macédonien. La supériorité culturelle ne suffit pas à elle seule: l'exemple de Byzance est symptomatique; elle survécut pendant mille ans à l'empire d'Occident, pour être détruite à la fin alors qu'elle s'était réduite à l'extrême, par un peuple à demi barbare, mais robuste et agressif. Ils restèrent tous les deux comme patrimoine culturel du monde, mais cessèrent de jouer leur fonction historique. Nous devons être certains qu'un tel destin ne viendra pas, un jour, frapper l'Europe.

Conférence de l'Ambassadeur Federico Sensi tenue à Rome le 17 novembre 1983.

MANIFESTE INTEGRALISTE

Une civilisation meurt et une autre naît: tel est le sens de la crise qui domine l'humanité.

Les hommes ont perdu la foi qu'ils reposaient dans les vieux systèmes valables pour les sociétés semi-patriarcales. Incapables d'évaluer d'un seul coup d'oeil l'arc entier du processus en cours, qui va au-delà de la vie de chacun et transforme celle des peuples, les hommes se réfugient dans l'aboulie et se désintéressent de la chose publique, étant trop préoccupés d'accroître leur propre fortune, comme si la liberté et le bien-être des autres ne faisaient pas partie de leur existence.

Nous nous trouvons donc en présence d'un processus de désintégration qui attend d'accomplir son cycle complet jusqu'à la composition d'un nouvel équilibre politique et social.

Il apparaît que les données «certaines» acquises par la culture conformiste - de la libérale à la social-marxiste - s'avèrent inadaptées à harmoniser la société dans la réalité que sont en train de modeler la science et la technique moderne.

Il faut remarquer, en particulier, que les moyens d'expression dont se servent les organisations actuelles pour réaliser l'existence démocratique de la vie associée (partis politiques) ont tendance, de par leur nature, à faire prévaloir un seul des aspects de la réalité, en oubliant que sans le concours - au même niveau - de tous les autres aspects, la réalité devient un mythe et la vie associée - dépourvue d'une authentique expression démocratique - évolue fatalement vers un système totalitaire de droite ou de gauche.

Il est hors de doute que l'on se trouve, en ce moment, en face d'une crise de fond et non pas d'une simple crise transitoire des Etats traditionnels.

ETATS DE DROIT ET SOCIETE PLURALISTE

Le pont qui relie le droit naturel s'est écoulé sous les coups de la science moderne qui, par effet de son application, imprime à la vie associée deux directions de marche diamétralement opposées.

La première donne lieu à un processus d'unification des activités étatiques par la concentration de la production législative (droit positif) et vise à diverses planifications, socialisations, etc..., tandis que la seconde produit un phénomène analogue et de direction contraire: les activités étatiques sont donc mises en suspens par un processus qui se forme à la base de la vie associée grâce à la formation de normes tendant à régler, et donc à unifier, les rapports entre les membres des différentes catégories morales, économiques et sociales qui - en tant qu'éléments vitaux de la société - s'adaptent mieux à la nature des choses et des intérêts de chacun (droit naturel).

Il est évident que, tandis que dans le premier cas la production législative, s'inspirant des principes d'ordre objectif, peut dégénérer dans l'absolutisme et conduire l'homme à la servitude, dans le second cas, nous avons la formation de principes d'inspiration subjective qui peuvent conduire à l'arbitraire, à la dissolution de la société historique et, avec elle, au retour fatal de conditions de vie primitive, c'est-à-dire à l'esclavage!

Or, s'il est vrai que le droit positif a la fonction de transformer la simple cohabitation des hommes en société historique ayant pour but final l'instauration de cette «juste société» qui lui provient du droit naturel, il faut toutefois reconnaître que l'incapacité manifeste de l'Etat est à l'origine du malaise de la société contemporaine. Dans sa forme actuelle, l'Etat est incapable d'interpréter le sens de la leçon qui naît de la base et qui, tissée sur le plan des nécessités immédiates, spontanées et concrètes de chacun, s'efforce d'exprimer un droit pluraliste particulier qui pour être plus près de la nature humaine, acquiert une légitimité d'un grade supérieur à celle qui est attribuée au droit positif actuel.

D'où le désordre et l'incapacité de l'Etat national et traditionnel à coordonner ou à dominer les impulsions, les passions, les exigences qui, en s'unifiant par affinité, convoitent la formation de pouvoirs périphériques, opposés aux pouvoirs centraux.

C'est ainsi que se pose la nécessité de la révision totale de la formation de l'Etat de droit, de façon à lui permettre d'harmoniser - selon de nouvelles formes de structure - les exigences de liberté et de socialité sur la synthèse desquelles repose, sans aucun doute, la paix de sociétés nationales et supranationales.

Il s'agit non pas de nier, mais de mettre de l'ordre et de donner un sens à ce processus desintégration et de réintégration qui caractérise, comme toujours, la naissance de nouvelles sociétés civilisées.

C'est évidemment un dur labeur; c'est une tâche à laquelle la culture indépendante ne devrait pas se soustraire. Malheureusement cette culture vit à l'époque de Ponce-Pilate et se limite à enregistrer et à dénoncer les phénomènes de notre temps, sans en rechercher la signification, sans offrir une contribution substantielle, réaliste, à la construction du monde de demain.

Et c'est ainsi que la classe politique au pouvoir, privée d'un apport culturel indépendant, est incapable de donner un sens unitaire au processus d'intégration politique européenne.

L'esprit de «petit cabotage» prédomine partout, avec ses misérables compromis politique et économiques: indice certain d'une agonie qui ne pardonne pas.

Si le monde de l'Etat s'accroche avec une prudente réserve aux épaves du système occidental en acceptant quelques principes moraux et économiques qu'il adopte par compromis plutôt que par synthèse, c'est tout autant que l'occident européen, incapable d'opérer par synthèse, adopte par compromis des principes que le monde de l'Est européen met prudemment de côté.

La technique impose partout sa présence avec ses technocrates: ennemis naturels de sociétés construites sur des principes éthiques préfabriqués. Partout la vie pratique tend à se libérer des systèmes étatiques qui l'enchaînent à la vision d'un monde formé idéologiquement.

Le conflit est ouvert entre les pressions pratiques et les pressions idéologiques, entre le monde des réalités concrètes et le monde des réalités idéologiques; deux visions intimement liées à la marche des sociétés humaines, dont elles sont les parties nécessaires et intégrantes.

Or, si les formules politiques et juridiques qui président à la formation d'une société historique ne coïncident pas avec les conceptions que les hommes ont des valeurs de la vie individuelle et collective, le désordre est à la porte; ce qui été construit dénonce sa caducité et finit par mourir.

La confusion des choses et des idées semble avoir atteint une limite difficilement surmontable.

Même l'Eglise, guide spirituel de la chrétienté, sortie indemne du cataclysme hitlérien, est maintenant tourmentée par le doute et navigue dans l'incertitude entre l'homme «fils de Dieu» et l'homme «fils de Satan», tolérant une conception économique de la vie, dans l'évidente illusion d'obtenir une place parmi les négateurs de Dieu.

Nous vivons, dans un dangereux marasme où il est difficile de distinguer la vérité de la supercherie.

Il est même arrivé qu'en politique active on admette le mensonge comme légitime et honorable; que l'on fasse passer le faux pour le vrai à des masses ingénues et non préparées, dans le seul but d'acquérir de l'ascendant, des privilèges, du pouvoir. Et ceci pas toujours pour faire prévaloir, par la suite, la vérité cachée ou, pis encore, niée.

Dans ces conditions où la duperie est élevée au système de pouvoir politique, il n'y a plus à espérer un renouvellement moral qui permette de construire un monde acceptable.

TECNOLOGIE ET SOUVERAINETE NATIONALES

L'introduction explosive de la technique dans la vie moderne a profondément changé les rapports d'interdépendance qui existent entre chaque personne et la communauté. C'est pourquoi il faut des méthodes et des systèmes nouveaux pour faire face au changement des conditions sociales, politiques et économiques.

On ne peut plus être socialiste utopiste ou marxiste, libéral démocrate-chrétien, de la même façon que l'étaient nos grands-pères.

La charpente de l'Etat de droit - qui reste, de par ses finalités, au sommet de toute aspiration juste et saine - ne résiste plus à l'effort. Elle ne peut plus contenir et ordonner dans un seul organisme les exigences de la vie moderne et les méthodes avec lesquelles ces exigences s'expriment sur le plan social.

Les seuls à ne pas s'en apercevoir sont les notables de la politique officielle: vieilles cariatides qui en soutiennent les architraves de l'époque de la première secousse fasciste. Les «grands» de l'époque, revenus sur la scène politique auréolés par un exil forcé à la suite de la résistance des partisans, se sont limités à nous redonner le vieil Etat garantiste, mais qui ne garantit plus rien. Ils n'ont rien fait d'autre que reconstruire leur «paradis perdu». Un point, c'est tout.

Comment est-il possible que les instruments d'une société semi-patriarcale puissent être encore valables pour une société où pullulent les ferments cosmopolites?

Est-il possible d'être plus naïfs, plus utopistes, plus inconscients?

Après un demi-siècle, nous revivons, en Italie, les années qui vont de 1919 à 1922. Les mêmes compromis; les mêmes manoeuvres par en dessous; les «liquidateurs» du type Luigi Facta¹ et même - en cachette - certaines organisations, généralement sans idées qui ne soient pas les idées simplistes de l'«ordre», qui rêvent de combler les «vides» de pouvoir.

Et tout cela se passe comme si aujourd'hui, dans le processus historique que nous vivons, il n'y avait pas un nouvel élément d'importance capitale pour le destin du monde: l'aspiration à l'unité politique de l'Europe, de notre vieux Continent, que le monde entier regarde encore avec respect, eu égard à la valeur morale qui lui provient de son passé et aux énergies spirituelles qu'il renferme encore.

Ce n'est malheureusement encore qu'une aspiration qui restera telle tant que les intérêts, les idéalités, les religions ne trouveront pas un équilibre et une expression dans un système qui n'ignore pas les forces innées dans la dynamique de la société contemporaine. Ce sont des forces qui désunissent et réunissent les peuples dans leurs diverses expressions sociales, économiques et religieuses.

Avec tout cela - vu l'exigence d'une intégration politique supranationale - il y en a qui ne considèrent pas contradictoire l'idée de la conservation de l'Etat national qui, de par sa nature fondamentale, ne reconnaît au-dessus de lui aucun autre pouvoir légitime.

Il y en a qui rêvent à des systèmes étatiques sur le modèle d'autres organisations, sans s'apercevoir que l'unité européenne ne peut, ni ne pourra être le résultat d'une imitation ou d'une copie, mais le résultat d'un événement nouveau, inimitable qui sache fondre en soi les contradictions de notre époque; être à l'origine d'un équilibre dans lequel les hommes retrouvent le sens de la cohabitation pacifique, ainsi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur des sociétés nationales. Et ceci parce que la paix est indivisible et dérive de nos consciences dans l'équilibre retrouvé de rapports moraux, politiques, économiques, qui nous lient à notre société avant même de nous lier à la société des autres.

L'idée rêvée d'une grande Europe ne pourra devenir une réalité qu'à la lumière d'un droit qui annule les «souverainetés» nationales pour en transférer l'essence dans un espace idéal, géographique et historique plus ample; en somme, un droit qui sache synthétiser dans un système propre les aspirations de la société contemporaine qui est certes tournée vers la justice sociale, mais aussi vers la liberté: vers la sauvegarde des droits inaliénables de l'homme.

(Temps d'Europe)

Union pour la défense de la civilisation

(suite au prochain numéro)

1. Luigi Facta, disciple et interprète de Giovanni Giolitti, fut chef du Gouvernement du 26.2.1921 jusqu'à la «marche sur Rome» (28.10.22). L'avènement du fascisme au pouvoir fut secondé par sa soumission et par une politique équivoque, tournée vers la traditionnelle méthode du «compromis». Il fut nommé sénateur par Mussolini.

MOSCOU - 9 OCTOBRE 1944

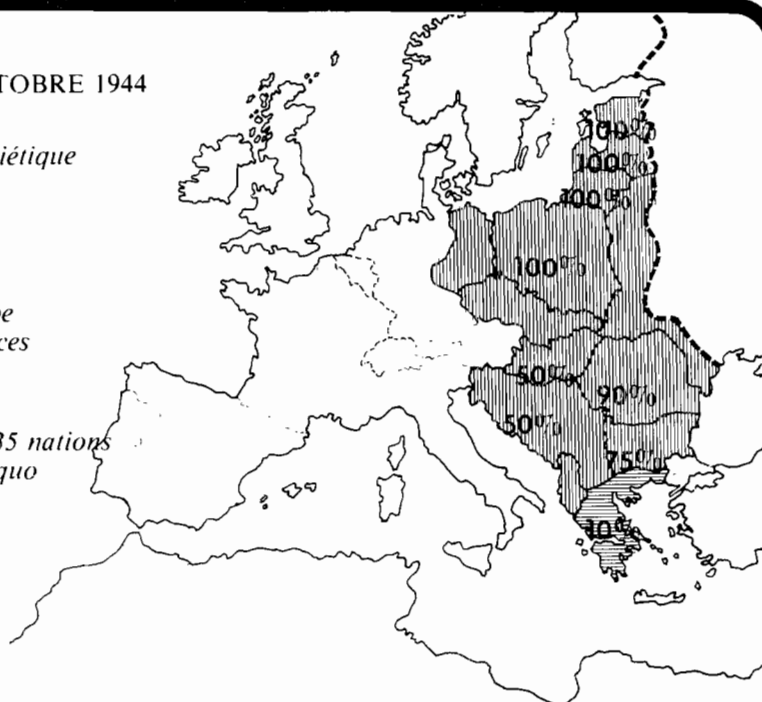
*Churchill
cède à l'Union soviétique
l'Europe de l'Est*

YALTA - 1945

*Confirmation du
partage de l'Europe
en zones d'influences*

HELSINKI - 1975

*La conférence de 35 nations
reconnait le statu quo
créé à Yalta*



«Nous nous refusons d'admettre qu'il puisse exister des européens de catégorie A et d'autres de catégorie B».

Bulletin Européen

<i>R. Cestelli: Les jeunes européens</i>	1
<i>F. Sensi: La Russie et l'Europe</i>	5
<i>P. Gerbore: About the Aegean sea</i>	9
<i>Manifeste intégraliste</i>	17

Bulletin Européen

Rivista mensile - Spedizione in abbonamento postale gruppo terzo (70%)
Edizioni Nagard Srl-Foro Traiano 1/A, Roma - Direttore responsabile: Sabino d'Acunto - Direzione e Redazione:
Foro Traiano 1/A, Roma - telefoni: (06)679.77.85/678.09.48 - Registrazione Tribunale Roma n. 16966 del
15.10.1977 (già n. 1861 del 15.2.1951) - «Centrostampa Nagard» Milano, Via Larga 11